



PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction de la Coordination
et de l'Appui Territorial

ARRÊTÉ

n° 2020-DCAT-BEPE-

70

du

20 AVRIL 2020

**METTANT EN DEMEURE
LA SOCIÉTÉ TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE
POUR L'ATELIER DE POLYETHYLENE
EXPLOITÉ SUR LA COMMUNE DE SAINT-AVOLD**

en application de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement

LE PREFET DE MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L. 557-4 ;

VU la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

VU l'arrêté préfectoral DCL n° 2018- A-16 du 10 avril 2018 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier DELCAYROU, Secrétaire Général de la préfecture de Moselle ;

VU l'arrêté cadre modifié n° 2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 portant refonte de l'arrêté cadre modifié n°93-AG/2-194 du 13 avril 1993, réglementant les ateliers exploités par la société TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE, situés sur la plate-forme pétrochimique de CARLING/SAINT-AVOLD.

VU l'arrêté préfectoral modifié n° 2011-DLP/BUPE-103 du 04 avril 2011 autorisant la société TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE à poursuivre l'exploitation de l'atelier « Polyéthylène » situé sur la plate-forme pétrochimique de CARLING/SAINT-AVOLD.

VU l'étude des dangers de septembre 2017 transmise à Monsieur le Préfet par courrier du 04 mai 2018 ;

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 29 janvier 2020 ;

VU le courriel du service inspection reconnu de la société TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE de Carling du 11 décembre 2019 ;

VU les courriels de la société TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE des 18 décembre 2019 et 09 janvier 2020 ;

VU le courrier préfectoral du 3 février 2020 informant la société TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE du projet d'arrêté de mise en demeure ;

VU le courrier de la société TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE du 17 février 2020 ;

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 29 mars 2020 ;

Considérant que les disques de rupture des lignes 41 et 43, listés dans la note confidentielle de la société TPF du 06 janvier 2020 référencée TPF/CLG/QHSEI/MCB/109-19-rev2, sont des appareils à pression relevant du 4° de l'article L.557-1 du code de l'environnement,

Considérant que la société TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE, sise Usine de Carling, à SAINT AVOLD a installé, a mis en service et exploite des disques de rupture n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation de conformité par un organisme notifié concernant les exigences essentielles de sécurité définies dans la directive européenne 97/23/CE, remplacée par la directive 2014/068/UE ;

Considérant par conséquent que les dispositions de l'article L. 557-4 du Code de l'Environnement ne sont pas respectées ;

Considérant que l'étude des dangers susvisée présentée par la société TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE, sise Usine de Carling, à SAINT AVOLD prend en compte certains de ces disques de rupture comme mesures de maîtrise des risques ;

Considérant que le niveau de confiance utilisé dans l'étude des dangers pour ces équipements ne peut être démontré en l'absence de respect des dispositions réglementaires relatives à ces équipements sous pression ;

Considérant, par conséquent que les disques de rupture en place ne répondent pas aux caractéristiques techniques prévues par l'étude des dangers ce qui contrevient aux dispositions fixées au chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral modifié n° 2011-DLP/BUPE-103 du 04 avril 2011 imposant que les installations soient exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ;

Considérant qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du Code de l'Environnement, en application de l'article L.171-8 de ce même code, l'exploitant peut être mis en demeure de satisfaire à son obligation dans un délai déterminé ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement GRAND EST ;

ARRETE

Article 1

La société TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE (numéro SIREN 428 891 113), dont le siège social est situé 2 place Jean Miller- La Défense à COURBEVOIE (92 400), est mise en demeure, pour l'atelier POLYETHYLENE qu'elle exploite sur le territoire de la commune de SAINT-AVOLD, concernant les disques de rupture sur sa ligne 41 :

- de respecter les dispositions de l'article L. 557-4 du Code de l'Environnement ;
- de respecter le chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral modifié n° 2011-DLP/BUPE-103 du 04 avril 2011 en disposant de mesures de maîtrise des risques conformes aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant

avant le 1^{er} juin 2020.

Article 2

La société TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE (numéro SIREN 428 891 113), dont le siège social est situé 2 place Jean Miller- La Défense à COURBEVOIE (92400), est mise en demeure, pour l'atelier POLYETHYLENE qu'elle exploite sur le territoire de la commune de SAINT-AVOLD, concernant les disques de rupture sur sa ligne 43 :

- de respecter les dispositions de l'article L. 557-4 du Code de l'Environnement
- de respecter le chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral modifié n° 2011-DLP/BUPE-103 du 04 avril 2011 en disposant de mesures de maîtrise des risques conformes aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant

avant le 30 septembre 2020.

Article 3

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L.171-8 et L.557-60 du Code de l'Environnement.

Article 4

En vertu de l'article L 171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

« Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. »

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 5

Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du GRAND EST chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE dont copie est adressée pour information à Madame le Sous-Préfet de Forbach-Boulay Moselle et au Maire de Saint-Avold.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le secrétaire Général,



Olivier DELCAYROU